

Antonio Negri revient dans ce texte sur la journée de grève et de manifestations du 22 mars, analyse la stratégie de Macron et interroge la possibilité d'un soutien de masse aux cheminots, d'une « grève sociale ».

La grève a été organisée par les quatre syndicats qui représentent, aux élections internes, la catégorie (CGT, SUD-Cheminots, UNSA et FO) – cela révèle déjà l'importance de cette lutte, ces sigles n'étant pas facilement alignables. Il y avait en outre, ce même jour, la seconde journée de grève générale de la « fonction publique » – on sait quelle est son importance numérique et politique dans la société française.

Un grand nombre de personnes a fait grève – un demi-million a manifesté dans toutes les villes de France. La grève parisienne a été imposante. Le calendrier des grèves des cheminots est redoutable. Deux journées par semaines d'avril à juin. On ne respire plus le mauvais air des dernières journées des grèves contre la *Loi Travail* dans la dernière phase du gouvernement Hollande – mais *le gouvernement Macron ne négocie pas, il insiste sur le fait qu'il ne négociera pas.*

Le rêve de Macron est de construire ici, sur le cadavre des cheminots, son trône anti-ouvrier de la même manière que Thatcher pendant la lutte des mineurs gallois : il veut la défaite nette du syndicat et avec elle la *légitimation* d'une radicale et définitive privatisation *des entreprises publiques* (pas seulement celle du secteur ferroviaire).

Il ne négocie donc pas avec les cheminots. Il veut en revanche le faire avec tous les autres secteurs du monde du travail qui menacent d'ouvrir eux aussi des luttes revendicatives. Il veut le faire préventivement, pour empêcher que la lutte des cheminots puisse devenir celle qu'elle a été autrefois, en 1995 surtout : une fonction agrégative, sociale de la classe ouvrière – et par conséquent un choc politique.

Qui sont les autres secteurs concernés ? En dehors de la « fonction publique », il y a les hospitaliers. La situation de l'assistance publique en France est critique, les hôpitaux sont en crise et la crise se répercute sur les salaires et le temps de travail de tous ses agents. Macron devra intervenir sur les hôpitaux et il le fera probablement bientôt. S'il ne réussit pas, il devra probablement recourir à des combines provisoires de *gouvernance* qui calmeraient les esprits – ce sera difficile mais il doit le faire parce que l'assistance médicale publique est un autre terrain décisif.

Avec les retraités qui étaient récemment entrés en lutte, il a agi ainsi : un petit accord, mais révélateur d'une ouverture. Il reste encore – déjà ouvert – le problème des aéroports à privatiser et des ouvriers aéroportuaires à calmer : eux aussi sont en lutte depuis longtemps désormais et le ragoût des compagnies aériennes auparavant unifiées au sein d'*Air France* semble être arrivé à sa limite.

La tactique est donc celle d'isoler les cheminots, éventuellement de les épuiser sur une longue période de lutte. Et après, au bon moment, d'attirer à nouveau l'attention sur eux avec une certaine provocation et possiblement de leur donner alors un coup dans la nuque. À une stratégie contractuelle qui oblige tous les autres syndicats à prendre leurs distances avec celui des cheminots devra donc succéder une stratégie médiatique d'isolement.

La presse se comporte déjà de cette façon. À la première chronique de la manifestation du 22 mars s'est substituée l' « affaire Sarkozy » et maintenant, en première page, c'est

l'attentat djihadiste qui l'emporte. La ligne est respectée de la droite à la gauche, du *Figaro* au *Monde*. Pourtant la population a accepté cette première grève des transports ferroviaires, et même très bien accepté. Les réactions ont été calmes, aucune bagarre ou presque face aux problèmes de transport, de la sympathie et un désarroi non agressif quand le transport faisait défaut. Et c'est de cela dont on a besoin : d'une adhésion positive et large dans la perspective qui se prépare !

Quant à la stratégie syndicale, c'est celle du terrain élargi, d'une longue course. On connaît le syndicalisme cheminot, il est capable de cela aussi face au danger de l'isolement. *Avril sera le moment central dans lequel on mesurera si la lutte des cheminots est capable d'agréger d'autres secteurs syndicaux*. Il s'agit pour le moment d'observer les tactiques de Macron, qui ne consisteront pas simplement à essayer de désolidariser des secteurs ouvriers de la lutte des cheminots mais à inciter systématiquement les autres sigles syndicaux (dans le sous-bois qu'ils constituent) à se désolidariser du mouvement – des piqûres d'aiguille qui organisent des fractures générales. Après seulement avoir nettoyé la scène des seconds rôles, l'attaque directe sur les cheminots sera possible.

Macron y réussira-t-il ? On peut en douter. Et on peut être certain que les cheminots pourront vaincre seulement s'ils réussissent à *faire masse. Tous ensemble !* Comme pendant la grève de 1995, quand les cheminots après une lutte de deux mois, avec une action enthousiasmante qui impliquait la population métropolitaine française, ont contraint le gouvernement Juppé à retirer sa réforme. Mais les conditions sont-elles les mêmes qu'en 1995 ? Certainement pas. En 1995 le gouvernement de centre-droite était sous pression, l'attaque portée aux cheminots ne naissait pas d'une volonté de réforme générale de la société, comme c'est le cas avec Macron, mais était un acte de résistance du gouvernement contre une demande sociale de modification politique de l'ordre existant, contre une situation générale en ébullition.

Aujourd'hui les cheminots luttent contre un Macron victorieux, un an après son butin électoral, en l'absence totale d'une quelconque hypothèse politique alternative. C'est cela qui constitue la signification centrale de tout ce qui se passe et que nous observons sans illusions mais avec une grande, une formidable adhésion à la lutte. *Parce que si aujourd'hui les cheminots l'emportent, ils ouvriraient un scénario de lutte au niveau européen*. C'est cela que Macron (et ses partenaires européens) ne peuvent pas permettre. C'est à un jeu de cartes dépareillées que l'on est en train de jouer.

S'il est en effet clair que la proposition européenne de Macron est en crise – les pays nordiques guidés par la Hollande l'attaquent en effet parce que le quota des 3 % de dépense budgétaire a été des dizaines de fois dépassé par la France –, ils savent par ailleurs qu'une victoire des cheminots français représenterait une attaque directe et insupportable, au roitelet français certes, mais surtout à la constitution néolibérale de l'Union. C'est seulement en gagnant contre les cheminots que Macron fera taire la Hollande, seulement en détruisant la lutte des cheminots que Macron réussira à relancer, en même temps qu'une grande foire à la privatisation, sa réforme de l'Europe. Voilà donc de quelle façon se configure l'ordre sous le ciel. Comment ne pas désirer le désordre ?

La lutte est là. Dans les cortèges il y a de l'enthousiasme, de la force – il y a aussi de l'incertitude, on sait à quel niveau on se bat. On sait que la grève, si elle veut être victorieuse, doit devenir ce qu'elle a été en 1995 – une « *grève sociale* ». Elle doit réussir à rassembler non seulement les secteurs des ouvriers en lutte mais aussi la citoyenneté métropolitaine – et surtout, aujourd'hui, tout de suite, provoquer l'adhésion et la lutte des étudiants.

Dans les cortèges, à l'avant des cortèges, se rejouent les actions classiques des groupes de jeunes qui accompagnent de longue date les cortèges ouvriers. Ce ne sera pas ça l'aspect décisif des prochaines grèves. *Ce qui doit se composer, c'est un soutien de masse.* Jusqu'ici il y a eu quelques occupations d'université à Toulouse, à Montpellier... occupations démonstratives, de solidarité. Il manque encore un élément réel d'unification de la lutte dans les universités et dans les lycées avec les luttes des ouvriers. Ce ne sera certainement pas la protestation contre les nouvelles règles du baccalauréat ou contre un alourdissement de la sélection à l'entrée de l'université qui pourra construire une force et ce flux unitaire, nécessaires au succès de la lutte, des étudiants et des cheminots. Une réflexion plus profonde est nécessaire, pour le moment hélas absente.

Et c'est ici que notre réflexion s'ouvre. On se demande : qui est le cheminot aujourd'hui ? La chose certaine est qu'il n'est plus le Jean Gabin de la *Bête humaine*. Pourtant, quand les médias ou les gens en parlent, ils en parlent encore comme d'une mythique classe ouvrière qui vit jour et nuit son travail dans le feu des locomotives. Il s'agit plutôt d'ouvriers qui ont le baccalauréat plus trois ans de spécialisation. C'est tout.

Il y a peu de différence entre un conducteur de TGV et un pilote de l'air, et en général ce type de travailleur est plus proche des étudiants universitaires que ce que l'on pense. Mais le moment de la lutte ne reconnaît pas encore cette profonde solidarité, cette conscience fait défaut. Cette lutte permettra-t-elle de la construire ? D'avoir une réflexion sur ce qu'est devenue aujourd'hui la classe ouvrière et sur comment, en le reconnaissant, nous aurons l'occasion d'avancer ? Nous continuerons à suivre cette lutte et sommes certains que beaucoup de pas en avant seront faits.

**Traduction : Julien Allavena.**